

Conseil général du

30.10.2006

RAPPORT

NO 26

DU CONSEIL COMMUNAL

- a) **Autoriser le Conseil communal, en dérogation de l'art. 27 al. 14 let A du Règlement d'organisation, à morceler et à vendre le feuillet no 951.**
- b) **Fixer le prix de vente au m² du terrain**
- c) **Donner au Conseil communal la compétence de ratifier les actes juridiques résultant de ces ventes**

Cette parcelle de 3'700 m² pouvait être affectée à la construction de petits immeubles locatifs. Le projet déposé par M. Bernaschina n'a pas abouti. La demande actuelle étant plutôt une demande pour l'achat de terrain et la construction de maisons familiales, le Conseil Communal vous propose de vendre ces parcelles pour la construction de maisons individuelles. Avec la configuration actuelle, il propose de morceler le terrain en trois parcelles de 1'000 m² chacune, abstraction faite d'une surface de 700 m² env. pour le projet de la crèche.

Une première demande sera traitée par le Conseil communal, en cas d'acceptation de ce point de l'ordre du jour, en faveur des époux Nicolas & Nathalie Bilat.

En ce qui concerne la construction de petits immeubles, le Conseil Communal vous propose de la prévoir dans son nouveau PAL.

Le Conseil communal vous propose de vendre ces parcelles, de Fr. 65.-/m² comme il a été proposé aux premiers acheteurs.

**Discuter et approuver un crédit complémentaire de
Fr. 17'000.00 pour finaliser le projet de révision partielle du
PAL (création de hameaux et modification de diverses
affectations) ainsi que son financement.**

C'est en juillet 2003 que la commune a été invitée à considérer dans un même dossier de révision partielle, ses projets de modification ponctuelle de la zone à bâtir (projet de construction au Bois Français et d'agrandissement du restaurant de Biaufond). Le canton a anticipé la fin de la procédure du PAL pour délivrer l'autorisation pour le restaurant tout en attendant la finalisation de ce travail.

Une séance d'information à la population a eu lieu le 26 avril 2005. Les différents partis ont été informés à plusieurs reprises de l'avancement des travaux qui ont débuté en 2003. Un crédit de Fr. 35'000.- avait été voté au début des travaux.

L'avant-projet a été soumis au SAT pour examen préalable, ainsi qu'à divers services du Canton et nous a été retourné en avril 2006.

Sur le fond, les études menées montrent que certaines entités urbanisées hors de la zone à bâtir répondent aux critères de la fiche 3.03 « Zone de hameau » du plan directeur cantonal, soit les hameaux de Biaufond, du Cerneux-Godat et du Boéchet. Encore faudrait-il adapter certains périmètres. Les hameaux comme les Prailats ou le Peu-Claude, selon le SAT, ne répondent pas à ces critères.

Le Bois-Français peut être considéré comme une zone mixte.

Suite à cet examen, des compléments ont été demandés. La commission d'urbanisme et le Conseil communal travaillent à démontrer que les Prailats pourraient être considérés comme zone hameau, ce qui amène plus de souplesse dans la réaffectation des bâtiments (cf. Fiche 3.03 du plan directeur). Les périmètres de la zone « hameau » doivent être redéfinis. La Commune a dû aussi examiner la possibilité de planifier un périmètre de territoires à habitat traditionnellement dispersé.

Le bureau RWB qui a utilisé le crédit de Fr. 35'000.- nous demande un supplément de Fr. 17'000.- pour continuer et amener ce projet à terme.

Ce PAL « zones hameaux, révision partielle » est en lien très étroit avec la révision totale du plan de zones qui reprend les données déjà étudiées et surtout le document élaboré sur la base d'un cadastre numérique. L'un ne peut se faire sans l'autre.

Le financement de ce crédit est prévu par emprunt.

Le Conseil communal vous recommande l'acceptation de ce crédit.

**Statuer sur la demande de naturalisation ordinaire déposée
par Mme Shyhrete Berisha et fixer la finance d'admission**

Madame Shyrete Berisha, ressortissante du Kosovo est née au Kosovo en 1968 et y a vécu jusqu'en 1995. Puis elle s'est établie aux Bois dans le cadre d'un regroupement familial avec son mari.

Madame Berisha est infirmière de profession mais elle n'exerce pour l'instant pas d'activité lucrative.

Le canton considère que toutes les conditions sont réunies pour qu'elle obtienne également la nationalité suisse.

Son mari et ses enfants ont obtenu la nationalité suisse. Dès lors, elle souhaite également obtenir la même nationalité. Elle ne souhaite pas retourner dans son pays d'origine. Elle jouit d'une bonne réputation et n'a jamais fait l'objet d'aucune plainte ni de condamnation.

Le Conseil communal est favorable à cette naturalisation et vous recommande de l'accepter.